

Les signaux de vertu occidentaux deviennent hypersoniques à propos d'Israël



[Source : rt.com]

Avec toute la rhétorique et le bellicisme de l'UE et des États-Unis, il est clair que la paix n'est pas leur priorité.

Par Rachel Marsden, chroniqueuse, stratège politique et animatrice de talk-shows indépendants en français et en anglais.

« Israël a le droit de se défendre, aujourd'hui et dans les jours à venir. L'Union européenne est aux côtés d'Israël », a tweeté dimanche la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Elle a ainsi donné carte blanche aux dirigeants israéliens, connus pour leur sens de la mesure et leur retenue, dans leur réponse aux attaques du Hamas.

« Pour qui vous prenez-vous ? Vous n'êtes pas élue et n'avez aucune autorité pour déterminer la politique étrangère de l'UE, qui est définie par le @Conseil de l'UE », a répondu l'eurodéputée irlandaise Clare Daly.

« L'Europe n'est pas aux côtés d'Israël. Nous sommes pour la paix. Vous ne parlez pas en notre nom. Si vous n'avez rien de constructif à dire, et ce n'est manifestement pas le cas, fermez-la. »

En un seul tweet, Mme von der Leyen a réussi à faire passer l'Europe pour plus militante que même la rédaction de l'un des principaux journaux nationaux israéliens, Haaretz, qui a rejeté la responsabilité des attentats sur le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, l'accusant d'« annexion et de dépossession » qui « a ouvertement ignoré l'existence et les droits des Palestiniens ». L'implication est qu'aucune action ne se produit dans le vide sans le risque de déclencher une réaction.

Le danger de voir la reine Ursula, non élue en Europe, lancer unilatéralement des missiles hypersoniques de signalisation de la vertu dans un réflexe émotionnel est qu'elle ne peut pas se substituer à une politique étrangère décidée dans des moments plus sobres. Pourtant, aujourd'hui, c'est le plus

souvent le seul type de politique étrangère que nous ayons, sur tous les sujets, d'Israël à l'Ukraine.

Dans un nouvel exemple de symbolisme prenant le pas sur le pragmatisme politique, l'UE a annoncé le retrait de son soutien à la Palestine... avant de revenir sur sa décision quelques heures plus tard. Lundi, le ministre israélien de la Défense a annoncé que les forces de défense israéliennes allaient intensifier le blocus de Gaza en empêchant l'entrée d'eau, de nourriture, de carburant et d'électricité. Quelques heures plus tard, Oliver Varhelyi, commissaire européen chargé du voisinage et de l'élargissement, a déclaré que l'Union européenne se joignait à la cause en suspendant son aide humanitaire au peuple palestinien. L'Allemagne et l'Autriche ont été les premières à lancer la procédure de retrait des fonds. Cependant, quelques heures plus tard, le gel de l'aide de l'UE a été annulé par le responsable de la politique étrangère de l'Union, Josep Borrell, après une apparente prise de conscience qu'il ne ferait que « punir tout le peuple palestinien » et n'aurait fait qu'« enhardir les terroristes ». Il n'est pas possible que Bruxelles ait financé ces terroristes par inadvertance, n'est-ce pas ?

Bruxelles a accordé un soutien budgétaire direct de 2,5 milliards de dollars à l'Autorité palestinienne sur une période de 12 ans à partir de 2008, et a récemment déclaré qu'elle enverrait quelque 1,24 milliard de dollars entre 2021 et 2024. Ce financement n'a même pas été réduit ou interrompu – il a seulement été suspendu pendant quelques mois en 2021-2022, puis débloqué sans conditions préalables – lorsque des organismes de surveillance ont affirmé que les manuels scolaires palestiniens avaient un contenu antisémite promouvant et glorifiant le terrorisme. Aujourd'hui, le ministère israélien des Affaires étrangères pointe du doigt Bruxelles. « L'Union européenne a financé des manuels scolaires des autorités palestiniennes qui étaient remplis d'antisémitisme et d'incitation à la violence et au terrorisme contre les Juifs », a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Lior Haiat, en début de semaine.

Lorsque la question a été soulevée pour la première fois, le commissaire européen responsable à l'époque a rencontré le ministre israélien des Affaires étrangères à Bruxelles et lui a dit, en substance, que nous allions veiller à ce que cela ne se reproduise plus – et il a adopté une résolution à cet effet. Des rapports d'ONG publiés au début du mois accusent également Bruxelles d'avoir financé des subventions qui se sont retrouvées entre les mains du Front populaire de libération de la Palestine, que l'Union européenne considère comme un groupe terroriste.

Au début de l'année, en février, l'UE a annoncé, en présence du président Mahmoud Abbas, l'octroi de plus de 300 millions de dollars supplémentaires au peuple palestinien pour financer les salaires, les pensions, les soins de santé et des projets tels que « l'agro-industrie intelligente face au climat » et « la compétitivité verte ». Car c'est ce que leurs actions semblent suggérer. Sinon, quel est le problème de continuer à aider le peuple palestinien ?

Ou peut-être que, compte tenu de tout le verbiage climatique associé à l'aide, l'UE s'est simplement énervée parce que les deltaplanes du Hamas étaient motorisés. Vous savez qu'une tête pensante à Bruxelles regarde les reportages sur les camionnettes énergivores utilisées par le Hamas pour attaquer les villages et kidnapper des gens et se demande : « Quelle est l'empreinte carbone de ces engins ? »

Tous les signaux de vertu du monde ne peuvent pas compenser le manque de diligence raisonnable que le retrait schizophrénique et le rétablissement ultérieur du financement palestinien suggèrent. Ce ne serait pas la première fois que des innocents souffriraient de l'incompétence de Bruxelles. Il suffit de demander aux citoyens de l'ensemble du bloc européen, actuellement confrontés à des difficultés économiques apparemment sans fin, pour que leurs dirigeants puissent continuer à se féliciter d'avoir soutenu l'Ukraine.

Et tout comme en Ukraine, Bruxelles ne semble pas vouloir saisir l'occasion de jouer un rôle atténuant ou réfléchi dans ce conflit, mais prend plutôt sa place habituelle en accompagnant les néoconservateurs américains sur n'importe quel sujet d'actualité.

Même si le secrétaire d'État Antony Blinken déclare qu'il n'y a pas de « pistolet fumant » liant l'Iran aux dernières attaques du Hamas, cela n'a pas empêché les habituels néoconservateurs bellicistes du côté américain de l'alliance transatlantique de substituer des slogans à une politique réelle, en faveur d'un changement de régime iranien, bien sûr. « Il s'agit de l'un des meilleurs cas de changement de régime dans l'histoire », a déclaré l'ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton. En effet, lorsqu'il s'agit de promouvoir un changement de régime iranien, les néoconservateurs sont soudain prêts à croire en la parole du Hamas comme source fiable de l'implication de l'Iran. « L'administration Biden devrait avoir une colonne vertébrale et rejeter la faute sur Téhéran, comme il se doit », a ajouté M. Bolton. Elle « appartient », au mépris des faits et de la politique, parce qu'elle correspond au discours radical des néocons, même si cela finit par se faire au détriment des vies et des intérêts américains.

« Il est grand temps que l'État terroriste iranien paie le prix de tous les bouleversements et de la destruction qu'il sème dans la région et dans le monde », a ajouté le sénateur Lindsey Graham (R-SC). D'une manière ou d'une autre, ces bellicistes ne parviennent jamais à remarquer le rôle de parrain interventionniste joué depuis longtemps par Washington et l'Occident, qui a sans doute empêché tous ces voisins du Moyen-Orient de s'arranger entre eux.

La rhétorique fanfaronne dans le feu de la crise est bon marché pour les généraux de salon occidentaux, mais potentiellement coûteuse pour d'innombrables autres. Ils s'expriment sans se préoccuper des répercussions, dans le but d'apaiser leurs alliés et leurs partisans. Et c'est dans ces moments désespérés, lorsque la raison risque de s'effacer devant l'émotion, qu'ils ont le plus de chances d'imposer leur programme potentiellement catastrophique.